

Le 12 novembre, 1892, sans aucun avis, sans cause préalable, une publication importante, une revue rédigée par les meilleurs écrivains français du Canada, à cette date lointaine, était brutalement mise à l'Index par l'Autorité, représentée par Mgr Fabre, un doux, un brave homme, mais si faible qu'il se laissait dominer par un entourage altier, arrogant, qui voulait tout conduire dans le pays.

Je ne pourrais pas dire précisément quelle était l'âme de cette conspiration, mais j'ai des raisons sérieuses de croire que le Chapitre tout entier de l'Archevêché avait décidé l'exécution des méfaits qui se permettaient de réclamer l'imposition des taxes sur les propriétés ecclésiastiques, la gratuité des livres d'écoles, l'uniformité de ces mêmes livres, et autres réformes urgentes que nos successeurs dans la bataille pour la bonne cause finiront bien par obtenir tôt ou tard.

Le Directeur-Gérant de cette revue était votre humble serviteur, descendant d'une vieille famille française de La Rochelle, un tétu qui ne se laisse pas abattre sans crier.

On m'a ruiné, c'est vrai, mais je ne le méritais pas. Cependant, si on avait daigné donner des explications, la pilule aurait été moins amère.

Mais je demanderai à l'Archevêque actuel quel est celui des deux qui a perdu le plus de poils et de plumes dans toute cette affaire ?

Est-ce le simple particulier, une unité, un atôme dans cette société Canadienne-Française, ou la corporation puissante que le clergé représente ici ? La solution n'est pas difficile. Vous avez ruiné un homme, mais vous avez perdu quarante pour cent de vos recettes, Monseigneur.

Aujourd'hui, l'opinion publique vous